

Sommaire

Je te tiens par la barbichette, *par Bernard Fischer, page 2*

Rejet de la loi Aubry, union action pour la réduction du temps de travail, *par Emile Fabrol, page 3*

Une initiative du courant Gauche Communiste, *page 4*

Que fait Gayssot au ministère des transports? *Document page 4 et 5.*

Valse Allègre à Evry, *correspondant Evry, page 5*

Renforçons les contre-pouvoirs, *par Gérard Morlier, page 6*

Extraits d'un interview d'Aline Paillet et Notes de lectures, *page 8*

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-S-T-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise et Jean Deson, militant des Verts
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme, militant alternatif
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant alternatif
Sylviane Charles et Dominique Larchet, Voix des Travailleurs.

N° 107 janvier 2000

8è année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

RAG sur le WEB, taper :
perso.club-internet.fr/rduquet/index.html

Imprimé par nos soins

JE TE TIENS PAR LA BARBICHETTE !

Par Bernard FISCHER

En ce début de l'an 2000, la politique française est toujours désespérément immobile. Chirac et Jospin planent toujours dans les sondages depuis le mois de juin 1997, cette fois ci pour cause d'embargo contre la viande de bœuf britannique! Et pourtant, le 2 novembre 1999, le gouvernement de cohabitation Chirac Jospin connaissait sa plus grave crise politique par la démission de Strauss Kahn.

La cohabitation entre Chirac et Jospin est de plus en plus la cohabitation entre les deux affaires, les deux grands scandales politico-financiers de la cinquième république: l'affaire de la mairie de Paris à droite et celle de la MNEF à gauche. Il y a une situation de chantage réciproque entre la droite et la gauche, entre l'affaire de la mairie de Paris et celle de la MNEF. Le silence de la gauche par rapport à la mairie de Paris est le prix du silence de la droite par rapport à la MNEF, et réciproquement. Chaque nouvelle montée de l'affaire de la mairie de Paris entraîne une nouvelle montée de celle de la MNEF, et réciproquement.

Les deux affaires ont de profondes causes communes. Elles ont la même histoire et la même origine dans les mœurs politiques du mitterrandisme, elles concernent toutes les deux les deux principaux personnages de l'état.

Pendant une période de seize ans, de son élection à la mairie de Paris en 1979, l'appel de Cochin et la fondation du RPR en 1979, à son élection à la Présidence de la république en 1995, Chirac fait de la mairie de Paris le quartier général de sa campagne victorieuse de conquête de la présidence de la République.

A gauche, la déconfiture et la chute de la MNEF, pouponnière du parti Socialiste et de l'équipe Spithakis, dont l'histoire commence également par l'élection de Spithakis à la présidence de la MNEF en 1979, est l'échec du courant politique de Jospin. Ce courant politique n'existe soit disant pas, bien sûr, car Jospin est contre la politique des courants. Il s'agit, en fait, d'un

courant politique jésuistico lambertiste dont le premier représentant est le Premier ministre lui-même. Les dernières grandes dates de la chute de la MNEF sont les suivantes. En 1994, le courant Jospin-Cambadélis-Le Guen perd la majorité de l'UNEF indépendante et démocratique au profit de la Gauche Socialiste: Amirshahi, représentant de la gauche socialiste, est élu à la présidence de l'UNEF indépendante et démocratique. En 1998, quand Spithakis démissionne, Amirshahi succède à Spithakis à la présidence de la MNEF. La nouvelle majorité, gauche socialiste de l'UNEF indépendante et démocratique et de la MNEF évitera encore pendant n an la nomination d'un administrateur provisoire. La gestion étudiante de la MNEF ne survivra pas à la démission de Strauss Kahn.

La classe politique française prépare de cette manière les élections municipales de 2001.

A droite, la question centrale est l'arrivée de Tibéri à la fin normale de son mandat et la question de sa candidature ou de sa non candidature en 2001, encore une fois une chose en échange d'une autre, sa non démission en échange de sa non candidature.

A gauche, les deux plus importantes personnalités politiques mises en examen dans l'affaire de la MNEF sont comme par hasard Strauss Kahn, le premier candidat du parti socialiste à la mairie de Paris, et Bernardini, le premier candidat du parti socialiste à la mairie de Marseille. Cela ne résout en rien, bien sûr la question de la perspective d'une alternative politique de gauche à la politique du gouvernement de la gauche plurielle à travers la campagne électorale pour les élections municipales de 2001.

Comme à l'occasion des précédentes campagnes électorales, c'est la perspective de la présentation de candidatures d'une coalition de gauche alternative contre le parti socialiste dans la quelle le PCF, LO, la LCR et les verts seraient les principales composantes.

Rejet de la loi Aubry Union, Action pour la réduction du temps de travail

Par Emile Fabrol

51,12% ! Non ce n'est pas la baisse du taux de chômage pour 1999. Il s'agit de la progression des valeurs boursières à Paris pour l'année écoulée ; c'est la plus forte progression depuis... 1988.

Et pendant de temps-là, le gouvernement de la gauche plurielle fait adopter une loi dite des 35 heures qui " n'est pas une loi contre les entreprises, c'est une loi qui doit leur permettre de mieux fonctionner " dicit Martine Aubry durant les débats parlementaires.

Il faut se rendre à l'évidence, Madame la ministre dit vrai. Sa loi organise la flexibilité et l'annualisation du temps de travail ; elle taille en pièce les statuts et les conventions collectives. Et malgré les records boursiers la loi persévère dans la pratique des cadeaux d'argent public à des entreprises qui n'en pas vraiment besoin.

Cette loi est passée grâce à la quasi-totalité des députés communistes qui l'ont votée, contre l'ampleur de la manifestation du 16 octobre et surtout contre l'expression et la lutte des salariés dans de nombreuses entreprises privées et publiques. Confronté à la mise en œuvre de la régression sociale, un mouvement revendicatif commence à prendre forme. Les

revendications qui se font jour sont claires : une véritable réduction du temps de travail qui maintienne les conquêtes sociales, des embauches pour éradiquer le chômage de masse qui pèse lourdement sur la protection sociale, des salaires revus à la hausse.

Tout cela est possible dès aujourd'hui, les records boursiers l'attestent. Mais pour y parvenir, il est nécessaire qu'émerge une volonté politique de s'en prendre effectivement aux capitalistes. Cette volonté exige que s'organise le combat pour se libérer des carcans comme l'OMC ou l'Europe de Maastricht.

La responsabilité des militants politiques, syndicaux et associatifs – bref ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement social – est engagée.

Pour un large rassemblement militant

C'est pourquoi dès aujourd'hui, la Gauche communiste du PCF prend l'initiative de s'adresser à tous, sans exclusive aucune, pour bâtir tous ensemble un large rassemblement militant qui exprime un rejet sans appel de la loi Aubry et qui agisse pour une véritable réduction du temps de travail.

Nous sommes convaincus que ce rassemblement permettra à

la potentialité combative actuelle de prendre corps et de renverser la vapeur sur une question vitale pour tous ceux et toutes celles qui n'ont que leur force de travail à vendre.

Pour la Gauche communiste du PCF ce combat s'inscrit dans la perspective d'une **Convergence AntiCapitaliste** qui montrera tant au gouvernement qu'au MEDEF que le monde du travail n'a pas l'intention de se laisser immoler sur l'autel de la mondialisation capitaliste.

L'appel qui suit émane du courant Gauche Communiste, courant interne au PCF. Dans la mesure où l'initiative qui est prise contre la loi Aubry s'adresse à tous ceux qui veulent se regrouper et se battre à partir d'un collectif unitaire contre cette loi de régression sociale, RAG popularise dans les limites de ses possibilités l'initiative qui est prise.

Pour contacter la Gauche Communiste:

- Jean Jacques Karman, 42 Bd Félix Faure 93300 Aubervilliers. Tél: 01 48 39 96 01.

ou

- Patricia Latour, 115 rue André Karman, 93300 Aubervilliers.

Tél : 01 48 34 84 36

- e.mail : efabrol@wanadoo.fr

Un appel du courant Gauche Communiste

Pour le Comité permanent de la
Gauche communiste ...

Chers camarades,

Lors de sa réunion nationale du 18 décembre la Gauche communiste du PCF a décidé de s'adresser aux partis, organisations et courants politiques, aux organisations syndicales, comités et associations de chômeurs, sur la question de la réduction du temps de travail.

La Gauche Communiste considère que cette loi sur les 35h, dite loi Aubry, désormais votée par le parlement est une loi anti-ouvrière, dont les effets sont d'ores et déjà, parfaitement compris par l'ensemble des salariés comme par les privés d'emploi.

Cette loi qui favorise le gel des salaires, instaure la flexibilité, ne crée objectivement pas d'emploi et attaque le principe des conventions collectives, devient de fait un obstacle à toute autre approche. Le gouvernement et le patronat vont évidemment tenter d'en faire le verrou aux négociations partout où les accords vont s'appliquer au fur et à mesure.

La multiplication des luttes est le début de la réponse apportée par les chômeurs et les salariés : Le mouvement social dit non à la version Aubry de la réduction du temps de travail et nous n'en sommes qu'au début.

Pour permettre au mouvement de s'organiser, voire de se centraliser, nous pensons avec le mouvement social qu'il nous faut désormais faire sauter ce verrou pour continuer d'avancer. C'est le sens de notre démarche qui vise à réunir toutes les forces possibles dans un collectif unitaire pour une vraie loi des 35h et pour l'abrogation (puisqu'elle est votée) de la loi Aubry.

En attente de votre réponse et de nos prochains contacts, nous vous adressons nos salutations militantes

Que fait le "camarade" ministre ?

Une lettre du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement à Madame le garde des Sceaux, Ministre de la Justice (le 18 août 1999)

Objet : Manifestations sur les barrières de péage

L'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des manifestations prenant pour cadre les barrières du péage sur les autoroutes concédées pour des motifs sans lien avec l'exploitation de celles-ci constitue une préoccupation croissante des sociétés concessionnaires.

Entre 1995 et 1998, plus de 350 manifestations ont ainsi été dénombrées chaque année sur le réseau autoroutier concédé, soit près d'une par jour. Ces manifestations sont le fait de diverses catégories socioprofessionnelles : agriculteurs, chasseurs, chauffeurs routiers, membres d'associations de chômeurs, agents des services publics...

Elles s'accompagnent le plus souvent de pertes de recettes, les manifestants s'opposant à la perception du péage. Entre 1995 et 1998, ces manifestations ont représenté une perte de recette annuelle moyenne de 70 MF, soit environ 200 000 F par manifestation.

Ces manifestations s'accompagnent quasi systématiquement de la non-intervention des forces de l'ordre présentes sur place et de l'absence de suite judiciaire résultant soit d'un classement sans suite des plaintes

déposées par les sociétés concessionnaires, soit d'une jurisprudence défavorable qui ne leur permet pas d'être indemnisées des préjudices financiers subis.

Cette situation donne aux manifestants l'impression qu'il existe un consensus pour que les manifestations se déroulent sur les autoroutes, où ils bénéficient d'une totale impunité. Celle-ci peut d'ailleurs expliquer la croissance régulière du nombre de ces manifestations.

Cette impunité crée enfin un sentiment d'inquiétude et d'insécurité parmi les personnels des sociétés concessionnaires, et particulièrement les receveurs. Il est à craindre que, faute de redresser la situation des incidents graves opposent tôt ou tard ces personnels aux manifestants.

La multiplication de ces opérations de « *péage gratuit* » contribue enfin à favoriser la remise en cause du péage qui constitue pourtant un des moyens de financement des infrastructures.

Je considère qu'il est indispensable que, dans l'esprit de la circulaire du 10 août 1987 relative aux entraves à la circulation routière, ferroviaire, fluviale et sur les aérodromes, des instructions soient données aux Préfets afin de mettre un terme, quand cela s'avère nécessaire, aux agissements répréhensibles et à la banalisation des manifestations sur le domaine autoroutier. C'est la raison pour laquelle j'ai saisi le Ministère de l'intérieur de ces difficultés.

Ces manifestations sont accompagnées le plus souvent d'infractions : entrave à la liberté du travail, à la liberté de circulation, à la perception du péage, dégâts causés au domaine public (bris de matériel...) menaces et actes d'intimidation contre des personnes exerçant une mission de service public, organisation de manifestations non autorisées ou interdites. Ces infractions ne sont actuellement pas retenues par les parquets. Avant d'envisager la création d'un délit spécifique à la perception du péage, qui permettrait aux sociétés concessionnaires d'autoroutes de se faire rembourser les préjudices causés par les manifestations, il me semblerait nécessaire que vous puissiez faire examiner la manière de sanctionner effectivement les infractions existantes
(signé) Jean-Claude Gayssot

Valse Allègre à Evry

De notre Correspondant à Evry.

L'équipe municipale d'Evry fait face à quelques difficultés judiciaires passées et à venir. Jacques Guyard a démissionné de son poste de Maire l'année dernière, et Jean Banyuls l'a remplacé. Ce dernier a été condamné cet automne et depuis la fédération PS de l'Essonne demande sa démission puis, à l'instigation du Maire de Courcouronnes, son exclusion du parti socialiste.

Devant l'absence de personnalité locale pour les prochaines échéances municipales, les rumeurs de parachutage vont bon train.

La venue de Michel BERSON, président du conseil général, semble abandonnée. Il fut un temps question de la création, pour lui, d'un troisième canton à Evry.

L'arrivée de Manuel VALS est parfois annoncée ; inconnu du grand public, cet homme s'occupe de la communication de JOSPIN à Matignon. Cet ancien « rocardien » de choc fut secrétaire de la fédération du PS du Val d'Oise où il n'a jamais réussi à se faire élire (battu par Robert HUE aux législatives de 97).

Le client le plus sérieux est Claude ALLEGRE qui lui aussi ne s'est jamais fait élire nulle part sur son nom. Le souvenir qu'il a laissé à la fédération socialiste de l'Hérault est tel que celle-ci n'en veut plus. S'il peut obtenir à Evry, le soutien de milieux économiques (génopole, entreprise « *high-tech* » de la zone industrielle), il faudrait que la fac d'Evry perde rapidement son statut de fac la plus pauvre de France pour que le Mammouth atterrisse.

Tout cela est bien loin d'une politique de Gauche qui ne laisse pas à la déshérence de trop nombreux quartiers de la ville nouvelle.

RENFORCONS LES CONTRE POUVOIRS

Par Gérard MORLIER.

A lors que se profile à l'horizon 2002 les élections municipales, nous assistons déjà aux tractations, combines et autres coups bas que les politiques appellent pudiquement "stratégies électorales". L'objectif affirmé par les candidats "compétentis et désintéressés" est la gestion des municipalités. Dit plus crûment, il s'agit bien de garder ou de prendre le pouvoir dans les mairies.

Que ce soit les partis traditionnels, des groupes d'individus aspirant à des fonctions électives ou des personnalités recherchant un tremplin pour atteindre leurs ambitions, les 18 mois qui viennent vont être, pour eux, l'occasion de se placer dans la perspective de l'enjeu politique majeur: le pouvoir municipal.

Les élections municipales n'échapperont pas à la sacro-sainte loi du marché. Les candidats vont devenir des "produits" que l'on va présenter et emballer pour séduire une "clientèle électorale" sensible à l'emballage.

La marchandisation du suffrage universel conduit naturellement à faire appel à des spécialistes du marketing qui sauront cibler la communication pour toucher le consommateur électeur. Il y a des mots clefs qu'aucun des candidats ne saura oublier dans le discours électoral. Ainsi en est-il de: **Citoyenneté - Solidarité - Démocratie locale - Sécurité - Engagement - Changement...**

Bien que lassée par les promesses et les discours, une partie de l'électorat, choisira pourtant de voter pour le moins mauvais des candidats. Les électeurs le feront davantage par civisme que par conviction et pour une partie de plus en plus importante des inscrits, elle choisira l'abstention.

Il ne s'agit pas, dans mon esprit, de prétendre que tous les candidats sont à mettre dans le même sac, ni de remettre en cause le principe de la représentation élective. Je suis même

convaincu de la nécessité de favoriser l'accès aux fonctions électives du plus grand nombre de citoyens.

Ce qui est critiquable aujourd'hui, ce sont ces logiques électoralistes de prise du pouvoir. La démocratie locale n'est actuellement rien d'autre que l'expression d'une démocratie représentative qui fait croire aux élus majoritaires qu'ils ont la responsabilité de gouverner la cité avec réalisme, pragmatisme et dans la recherche perpétuelle du consensus. **La peur de la sanction électorale les conduit souvent à faire des écarts avec les valeurs qu'ils peuvent défendre par ailleurs.**

Les élus de l'opposition sont dans la même logique. Ils s'opposent quasi-systématiquement à la majorité municipale afin de montrer qu'ils sont une alternative de changement au pouvoir en place.

Bien sûr je caricature à l'excès les comportements électoralistes mais reconnaissons qu'il y a un peu de cela.

La démocratie locale doit être réinventée, et elle le sera, car elle est au cœur des mutations démocratiques qui s'opèrent.

La démocratie locale doit d'abord être une démocratie participative.

Il faut se convaincre que la citoyenneté est autre chose qu'un rappel à des règles de civisme, de respect des institutions et du suffrage universel.

La citoyenneté doit permettre de privilégier l'action au détriment de la délégation de pouvoir, et favoriser le développement des contre-pouvoirs.

Les partis traditionnels se disent tous des partis de gouvernement. S'ils ont vocation à être au pouvoir par alternance, ils ne peuvent prétendre être en même temps des contre-pouvoirs.

Une preuve s'il en fut est l'attitude du PCF qui

veut être un partenaire loyal de la gauche plurielle, qui souhaite être solidaire des décisions d'un gouvernement ultra-européen, qui fait voter par ses parlementaires des lois d'inspiration libérale et qui voudrait de temps en temps faire le grand écart avec le pouvoir. Il n'est pas capable de gérer la contradiction entre le parti de lutte qu'il affirme être et le parti de gouvernement. Pire encore, il peut freiner certaines luttes si celles-ci remettent en cause sa solidarité avec le pouvoir.

L'avenir dira si cette stratégie est la bonne pour l'avenir électoral du PCF, mais elle ne le place pas du côté des contre-pouvoirs.

Pourtant l'heure n'est pas au pessimisme.

De nouvelles structures se constituent, des mouvements vraiment citoyens apparaissent, des luttes se développent en dehors du cadre traditionnel. Tout cela offre des perspectives nouvelles pour que les mutations qui s'opèrent soient porteuses de changements démocratiques et d'alternatives à la pensée unique d'inspiration social-démocrate, mondialiste et libérale.

L'événement.

(extraits du bulletin Liaison N°10, Vincent Présumey)

Marée noire, intempéries... et record du CAC 40.

Un gouvernement au service de la population aurait pris quelques mesures simples:

- Mise sous séquestre des biens du trust Elf-Totalfina pour confisquer les moyens nécessaires au nettoyage des côtes, au pompage de l'Erika et à l'indemnisation des victimes.
- Imposition des revenus boursiers exceptionnels de la fin d'année 1999 pour indemniser les victimes et sinistrés des intempéries.
- Recrutement des fonctionnaires, agents EDF et techniciens dont le manque s'est fait sentir.
- Impulsion d'une conférence scientifique

indépendante et internationale pour établir la réalité de l'évolution climatique et en tirer les conséquences.

Lionel Jospin a obtenu de M.Desmaret, PDG du trust Elf-TotalFina, 40 millions : les dépenses somptuaires de la mairie de Paris pour le "passage à l'An 2000" ont coûté 30 millions de plus!

Mme Voynet, ministre "verte" de l'Environnement, revenue de vacances, a d'abord estimé que du pétrole sur les côtes, ce n'est pas une catastrophe écologique, puis elle a insulté les victimes en déclarant que leur sort n'est tout de même pas aussi grave que celui des Vénézuéliens...

Entre le service de la population et celui du cours de l'action Total, ils ont choisi.

**Ce bulletin est le vôtre,
aidez-nous à le faire vivre.**

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom : _____ Adresse N° : _____
rue : _____
Prénom : _____ Ville : _____
Code postal : _____
Je verse la somme de 100frs : Autre :

**A retourner à Michel Galin, 21
rue de Rosays, 91600 Savigny-
sur-Orge.**

Aline PAILLER, députée européenne de qualité, refusa de se "couler dans le moule" social-démocrate. Elle fut donc placée en position non éligible par la direction nationale du PCF.

Interview à Politis, Juillet 99

Question : Quels sentiments, quelles réflexions vous inspire votre non-réélection ?

Aline Pailler : Dès qu'on m'a proposé la neuvième place, je l'ai pris comme une sanction. Parce que je savais que je ne serais pas réélue. Je crois très bien connaître le PC, justement parce que je n'y appartiens pas et que pendant 5 ans, j'ai répondu à tout ce qui m'était proposé de débats, de rencontres dans toute la France. Lorsque j'ai eu connaissance du nom des 15 premiers de la liste, "*Bouge l'Europe !*", j'ai su que ça ne passerait pas chez les communistes. La sanction vient en grande partie du fait que j'ai énormément milité sur le terrain, que j'ai énervé le gouvernement sur la question des sans-papiers, sur celle du service public et sur quelques autres, qui me semblent d'ailleurs être dans la ligne de ce que devrait défendre le PC, auquel je reste très attachée. Donc je savais que je ne serais pas réélue, et que je trouvais cela injuste, parce que j'ai été une des 7 élus de la liste communiste, avec Jean Querbes et Mireille Elmalan (non réélus eux non plus), qui a le plus travaillé, avec le parti, les associations, les ONG, les syndicats, etc. Je me suis occupée de nombreux dossiers, je n'ai pas cumulé les mandats, jamais marchandé une place. J'ai quitté mon métier de journaliste en 1994 pour répondre à la sollicitation des communistes. S'il veut réellement s'ouvrir à la société civile et au mouvement social comme il le prétend, le parti se devrait de traiter les élus tels que moi autrement que comme des permanents du parti. C'est-à-dire comme des kleenex qu'on jette négligemment. On n'a pas écouté les militants, ni les communistes, ni les non communistes qui ont écrit en ma faveur et contre l'aspect médiatique de la liste. Si le souci d'ouverture avait été réel, aurait-on envoyé au Parlement les 6 élus du 13 juin : 4 de l'appareil, 1 de la gauche socialiste et une social-démocrate ?

Notes de lecture :

Par Robert DUGUET.

Un professeur de philosophie de l'Académie de Montpellier vient de publier un ouvrage aux éditions "Micro-climats" : "*L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*".

En dépit des efforts de la propagande officielle, il est devenu difficile, aujourd'hui, de continuer à dissimuler le déclin continu de l'intelligence critique et du sens de la langue auquel ont conduit les réformes scolaires imposées, depuis trente ans par la classe dominante et ses experts en "*sciences de l'éducation*". Le grand public est cependant tenté de voir dans ce déclin un simple échec des réformes mises en œuvre. L'idée lui vient encore assez peu que la volonté de destruction du système d'instruction publique, entreprise aux lendemains de 1968, est la logique profonde de cette offensive. **Remplacer le système d'acquisition du savoir par un conformisme social intégrant les individus, masse malléable et corvéable, dans la grande guerre économique du 21^{ème} siècle.**

Cette hypothèse, que certains trouveront invraisemblable, conduit l'auteur à poser deux questions:

- 1- Quelle étrange logique pousse la société actuelle, à partir d'un certain seuil de développement de la civilisation, à détruire les acquis émancipateurs de la modernité elle-même?
- 2- Quel mystérieux hasard à répétition fait que ce sont toujours les révolutions culturelles accomplies par la Gauche qui permettent au capitalisme le plus réactionnaire d'opérer ses plus grands bonds en avant?

Jean Claude MICHEA, L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes, Editions Micro-climats (Montpellier), 70 frs.